

Les femmes des régions rurales dans un monde branché



(CRDI : P. Bennett)

2006-03

par Keane J. Shore

En cette ère de communications électroniques instantanées, « fossé numérique » est devenu l'expression consacrée pour décrire l'écart entre ceux qui ont accès aux technologies de communication de pointe et ceux qui en ont privés.

Souvent, l'expression sert à décrire, de manière générale, l'accès accru qu'ont les riches aux technologies de l'information et de la communication (TIC) comparativement aux pauvres. Parfois, elle fait allusion à la disparité entre les résidants des milieux rural et urbain. La Journée internationale de la femme, le 8 mars, nous donne l'occasion de nous arrêter à un fossé numérique d'un autre genre — et qui, celui-là, sépare les hommes et les femmes — et à nous pencher sur les dernières tentatives qui ont été faites pour jeter un pont sur ce fossé.

Les femmes qui vivent en milieu rural sont particulièrement défavorisées dans le monde numérique car elles doivent surmonter des obstacles qui ont trait à la fois à des facteurs sexospécifiques et à l'endroit où elles vivent. Étant donné le rôle crucial qu'elles jouent dans l'économie agricole, les femmes ont souvent trop de travail et trop peu de temps pour se familiariser avec ces nouvelles technologies. Et comme elles ont aussi la responsabilité des enfants et des personnes âgées, d'habitude les femmes ne peuvent migrer aussi aisément que les hommes vers des villages et des villes où la formation sur les nouvelles technologies est plus facile à obtenir.

Les attitudes culturelles qui interdisent aux femmes de se rendre dans des points d'accès fréquentés par les hommes — outre le fait qu'en règle générale elles ont un niveau d'instruction inférieur et moins de pouvoir économique et politique que les hommes — limitent également la capacité des femmes de pénétrer dans le monde nouveau des TIC. Ajoutons à cela le manque de matériel TIC en langues locales, et les obstacles paraissent insurmontables.

Mais il y a de l'espoir. En 2005, par exemple, les juges du programme de petites subventions GenARDIS (Genre et agriculture/développement rural dans la société de l'information) ont examiné plus de 300 demandes présentées à un concours lancé pour le financement de projets visant à éliminer les obstacles qui empêchent les femmes des régions rurales de profiter des TIC. GenARDIS — programme mené en collaboration par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, le Centre technique de coopération agricole et

rurale du Groupe ACP de l'Union européenne (CTA), l'Institut international pour la communication et le développement (IICD) et Hivos (ONG qui a son siège aux Pays-Bas et est guidée par des valeurs humanistes) — a finalement retenu dix candidatures provenant de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Chacun des lauréats a reçu une subvention de 5 000 euros.

L'ensemble de projets retenus donne un aperçu intéressant de la manière dont divers outils et tactiques — par exemple offrir l'accès aux téléphones cellulaires, assurer la connectivité des femmes à l'Internet et créer des vidéos éducatives — peuvent à la fois satisfaire aux besoins quotidiens des femmes en milieu rural et à l'objectif à long terme de contribuer à l'amélioration de leur condition sociale. Voici quelques exemples.

Amélioration de la situation des femmes en République démocratique du Congo

De fait, un projet mené en République démocratique du Congo (RDC) montre en quoi les problèmes concrets auxquels les femmes font face au jour le jour et l'objectif plus vaste de leur émancipation sociale sont intimement liés.

L'Arche d'alliance est une organisation non gouvernementale (ONG) qui lance un projet pilote auquel participent 70 femmes de la région d'Uvira, en RDC. Au premier abord, ce projet a pour principal objectif d'enseigner aux femmes à se servir de l'Internet pour trouver de meilleures méthodes culturelles et de meilleurs moyens de mettre leurs produits en marché.

« Ce projet aura des répercussions tangibles et nous permettra d'aider les femmes des régions rurales à faire de grands progrès dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat », affirme Brigitte Kasongo Mawazo, porte-parole de l'ONG. Mais elle s'empresse d'ajouter que ces objectifs concrets ne sont qu'un premier pas vers un dessein plus ambitieux puisqu'ils permettront d'améliorer la situation des femmes dans leur collectivité, en partie en raison de l'incidence secondaire du projet qui « montrera aux femmes quels sont leurs droits et éliminera l'analphabétisme. En renforçant ainsi nos capacités, nous deviendrons de plus en plus utiles à d'autres femmes et à l'ensemble de la collectivité. »

À n'en pas douter, les femmes et les enfants du Congo ont beaucoup souffert de cette interminable guerre dans laquelle le pays a été plongé de 1996 à 2003, et qui a entraîné une importante dégradation sociale et d'innombrables abus des droits humains. L'Arche d'alliance a bon espoir que leur récente maîtrise de l'Internet aura pour effet d'améliorer, au sein de leur collectivité, la situation des femmes participant au projet pilote. Elles acquièrent de nouvelles compétences qu'elles pourront enseigner aux hommes — inversant ainsi la dynamique du pouvoir. Le projet aide également les femmes à faire montre d'une plus grande perspicacité en matière d'économie qui, espère-t-on, pourra être mise à profit dans les décisions communautaires sur le développement économique.

Le projet pilote mis en œuvre dans la région d'Uvira s'inscrit dans une campagne plus vaste d'utilisation des TIC, menée à l'échelle nationale par l'Arche d'alliance pour améliorer la situation des femmes, favoriser le respect des droits humains et influencer sur l'élaboration de politiques sociales et de développement économique éclairées. « Le droit à l'information, souligne Brigitte Kasongo Mawazo, résumant l'approche de l'ONG, donne aux femmes des régions rurales un pouvoir réel pour préconiser le changement et prendre les mesures qui s'imposent. »

Des vidéos en faveur des droits humains aux îles Tonga

La question des droits humains est un enjeu qui retient l'attention aux îles Tonga, où la société Coconut Productions tire parti du programme de subventions GenARDIS pour créer une série vidéo d'envergure. Les vidéos ont pour objet de sensibiliser les Tonganes aux sexospécificités et de favoriser l'adoption, aux Tonga, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de

discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), entérinée par l'Organisation des Nations Unies en 1979.

Le royaume des Tonga est le seul État de la Polynésie à ne pas avoir ratifié la CEDAW, et des signes inquiétants montrent que la situation des femmes se détériore dans ce pays. Les Tonganes qui cherchent désespérément à fuir leur domicile rural pour tenter la chance qu'elles pensent avoir dans la capitale, Nuku'alofa, ou outre-mer, sont de plus en plus nombreuses à en être réduites à la prostitution ou à devenir victimes du trafic d'êtres humains. Entre-temps, maintes petites entreprises, dont des femmes en milieu rural sont propriétaires et qu'elles exploitent depuis longtemps, incapables de fabriquer de nouveaux produits et d'offrir des prix équivalents à ceux, plus bas, que pratiquent les concurrents étrangers qui inondent leur marché, se voient forcées de fermer.

Le désespoir économique qui alimente l'exploitation des femmes est entretenu, en partie, par le degré d'instruction inférieur des femmes vivant dans les îles les plus éloignées de l'archipel des Tonga et, en partie, par leur manque d'accès à l'information provenant du reste du monde. Les vidéos de Coconut Productions illustrent entre autres comment l'accès à l'information rendu possible par le recours aux TIC peut aider à mobiliser les femmes autour d'enjeux aussi importants que la santé, l'éducation, le développement économique et la gouvernance.

Un voisinage global au Burkina Faso

S'il est un trait commun à plusieurs des projets retenus par le programme GenARDIS, c'est l'intention de laisser leur marque bien au-delà de l'influence qu'ils peuvent avoir sur les femmes qui y participent directement.

Au Burkina Faso, par exemple, un projet grâce auquel une trentaine de femmes en milieu rural peuvent utiliser l'Internet a aussi été conçu de manière à stimuler des communications plus étendues dans les collectivités rurales de ce pays. L'association Manegdbzanga, qui héberge le projet, prévoit que ce nouvel accès à l'Internet sera, dans un premier temps, un moyen de permettre aux participantes de communiquer avec des femmes vivant dans d'autres régions rurales du monde et d'avoir ainsi une idée de la manière dont d'autres s'y prennent pour faire face à des difficultés semblables aux leurs. Par ailleurs, dans l'exécution de leurs travaux quotidiens à la ferme et au potager, les participantes sont en relation directe avec leurs voisines, à qui elles peuvent communiquer ce qu'elles ont appris grâce aux connexions électroniques. En outre, l'association Manegdbzanga publie un journal national qui diffuse à plus grande échelle les nouvelles connaissances que les participantes au projet tirent de l'Internet.

Évidemment, les avantages de ce projet sont en partie d'ordre personnel pour les femmes qui y prennent part. L'association leur offre le financement et le temps nécessaires pour participer à un programme d'études qui leur permet d'apprendre, à leur rythme, comment utiliser les TIC. Malgré les obstacles qu'elles doivent surmonter — comme un niveau d'instruction et d'alphabétisation inférieur et les dures exigences des travaux agricoles quotidiens — l'heure est à l'optimisme quant à leurs chances de réussite. « Nous croyons que ces femmes auront raison des obstacles par leur dynamisme et leur détermination à découvrir les TIC », affirme Eric Ilboudo, coordonnateur du projet.

En fin de compte, l'association voit ce projet davantage comme un commencement que comme une fin en soi. Les agents de projet espèrent que ce projet pilote incitera le gouvernement du Burkina Faso à mettre sur pied des programmes de petites subventions afin d'étendre aux femmes des régions rurales la formation à l'utilisation des TIC. Ils font aussi pression auprès du gouvernement pour qu'il finance l'élaboration de logiciels en langues soudanaises, lesquelles sont parlées par environ 90 % de la population.

Un puits électronique au Lesotho

Dans la même veine, un projet visant à évaluer les avantages de l'utilisation du cellulaire par les femmes de 25 familles rurales se déroule présentement au Lesotho, dans le cadre d'un plan plus vaste ayant pour objet de stimuler la relance de l'économie agricole locale. Les femmes de la région d'Eyking — qui sont isolées et n'ont pas accès aux moyens de communication habituelles des autres villages — sont privées d'une information essentielle qui les aideraient à exploiter leurs terres de façon plus efficace. Voilà pourquoi Econet-Ezitel leur fournit des téléphones cellulaires. Les femmes participant au projet pilote peuvent désormais surveiller les marchés afin d'obtenir les meilleurs prix pour leurs produits et rester en contact avec les coopératives agricoles locales.

« Les villageoises se sont toujours regroupées en réseaux [...] se réunissant autour du puits du village pour y puiser de l'eau », explique David Dolly, du projet de développement agricole Thulare-Eyking du Lesotho. « Maintenant qu'elles disposent de cellulaires et de temps d'utilisation du réseau, on peut dire que nous avons un puits électronique. »

S'il devait s'avérer que les communications téléphoniques peuvent aider les femmes à améliorer la productivité et le revenu de la famille tout en améliorant leur propre situation, l'exemple pourrait prendre beaucoup d'importance au Lesotho, embourbé dans les difficultés économiques. Le pays occupe le 150^e rang dans le monde pour le revenu par habitant, et environ sept Basothos (gentilé des habitants du Lesotho) sur dix survivent à peine d'une agriculture de subsistance qui périclité.

Pourtant, il est permis d'espérer — si ce projet pilote est fructueux — que d'autres coopératives agricoles le reprendront à leur compte, donnant ainsi à la productivité agricole du Lesotho l'impulsion dont elle a grandement besoin. Bien que cette répercussion soit importante, les organisateurs du projet souhaitent qu'il ait un effet d'entraînement plus intéressant encore. Si d'autres groupes ruraux — dans le domaine de la santé ou de l'administration locale par exemple — suivaient l'exemple du projet de « puits électronique » et constituaient leurs propres réseaux de femmes ayant accès à l'Internet, le concept pourrait redynamiser le Lesotho tout entier.

Des services agricoles par cellulaire

À Trinité-et-Tobago également, les cellulaires sont considérés comme un outil indispensable au progrès des femmes en milieu rural. Des chercheurs bénéficiant d'une subvention du programme GenARDIS y étudieront l'utilisation que font de la technologie sept agriculteurs et sept agricultrices. Les femmes représentent environ 12 % de la main-d'œuvre agricole des îles, et des indications révèlent que les emplois offerts aux femmes sont moins permanents que ceux dont les hommes peuvent se prévaloir. L'étude de cas exécuté par ces chercheurs a pour objet de montrer comment l'accès aux cellulaires peut accroître la stabilité de l'emploi agricole chez les femmes en renforçant leurs réseaux.

Cette étude sur les téléphones cellulaires fait, elle aussi, partie d'un plan plus vaste qui a pour but la mise sur pied et l'exploitation d'une base de données sur les petites exploitantes agricoles de Trinidad, d'un service de microcrédit, d'un centre d'échange pour certains produits cultivés par les femmes et d'un centre d'information sur les marchés à l'intention des femmes.

Dans tous les projets financés par le programme GenARDIS, les TIC ne sont qu'un moyen — encore qu'il s'agisse d'un moyen fort puissant — justifié par la fin, et non une fin en soi. L'accès à l'information est l'outil qui permet aux femmes d'envisager de faire de petits progrès dans la vie de tous les jours et des pas de géant au fil du temps.

Keane J. Shore est auteur et rédacteur à Ottawa.

Renseignements

Programme de petites subventions GenARDIS, Women of Uganda Network (WOUGNET), a/s M^{me} Dorothy Okello, BP 4411, Kampala, Ouganda. Télécopieur : + 256 (0)41 234924; courriel : GenARDIS@cta.int

Ramata Molo Thioune, administratrice de programmes, ACACIA, CRDI, Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale, avenue Cheikh Anta Diop angle boulevard de l'Est – Point E, BP 11007, Peytavin, Dakar, Sénégal. Téléphone. : (+221) 864-0000; courriel : rthioune@idrc.ca